

## **Le mécanisme de règlement des différends de l'OMC – les mécanismes**

*Le système de règlement des différends de l'OMC a-t-il comblé de façon satisfaisante les lacunes de l'ancien régime ?*

Les questions que l'on doit se poser :

- pour quelle raison nous pose-t-on la question ? (qu'est-ce que l'on attend de nous ?)  
→ mener une analyse comparative en évitant de ne traiter que du MRD 94
- comment doit être menée cette analyse comparative ?  
→ bien sûr, les éléments principaux à comparer sont les procédures de règlement des différends appliquées sous le régime du GATT 47 et sous le régime du Mémoire d'accord. Mais il faut pousser l'analyse plus loin et étudier les fondements, la pratique et les buts des mécanismes en question.
- comment élaborer une problématique sur un tel sujet ?  
→ la question qui est posée par l'énoncé du sujet n'est pas une problématique. Vous ne pouvez pas vous contenter de reprendre cette intitulé pour construire votre devoir. Il faut vous approprier le sujet et décider de la façon dont vous allez le traiter. A l'issue de cette réflexion, vous aurez élaboré votre propre problématique.  
→ la question qui est ici intéressante est de savoir pourquoi le mécanisme de règlement des différends sous le GATT 47 a été autant décrié. Une fois déterminée cette cause, il convient d'examiner si le nouveau mécanisme répond de manière plus satisfaisante à la mission qui lui est assignée.

Au-delà des considérations spécifiques relatives au blocage du mécanisme, à l'absence d'effectivité des rapports rendus, le système de GATT 47 a échoué car il ne parvenait pas à remplir la fonction fondamentale de « renforcement du système commercial » (article 23 du Mémoire d'accord qui a été repris à l'ancien GATT). Non seulement le mécanisme du GATT 47 ne parvenait pas à surmonter ses faiblesses structurelles (adoption des rapports, procédures mal définies ...) mais encore ne s'est-il pas adapté à l'évolution rapide des relations économiques internationales (très vite engorgement de la procédure, réformes ponctuelles...).

Il convient donc de voir si le Mémoire d'accord bénéficie de structures plus efficaces mais aussi s'adapte à une réalité extrêmement mouvante.

En fait, le Mémoire d'accord n'a pas été élaboré sur un vide juridique. Au contraire, il synthétise en quelques sortes la pratique issue de l'application des anciens articles XXII et XXIII du GATT ainsi que les modifications structurelles qui ont pu y être apportées (notamment la décision du Conseil du GATT du 12 avril 1989 concernant les améliorations des règles et procédures de règlement des différends du GATT). On ne peut donc procéder à une comparaison radicale de deux régimes qui seraient parfaitement différents. La comparaison qu'il faut faire s'apparente au contraire davantage à une mise en exergue d'une continuité marquée par des adaptations en vue d'une meilleure efficacité. C'est donc cette volonté de continuité et d'adaptation qu'il convient d'apprécier afin d'affirmer si oui ou non le nouveau mécanisme de règlement des différends constitue une version « bonifiée » de son ancêtre du GATT 47.

La carence qui a le plus marqué le mécanisme du GATT 47 a été l'absence de formalisation de la procédure. En parvenant à une quasi-juridictionnalisation du mécanisme, le Mémoire d'accord parvient à renforcer l'efficacité du règlement des différends (I). Cependant, le nouveau mécanisme ne parvient pas à s'affranchir de certaines tares qui avaient voué à l'échec l'ancien système (II).

### **I. Vers une quasi-juridictionnalisation du règlement des différends dans le cadre de l'OMC**

### **A. Un mode de règlement des différends incontournable**

- exclusivité
- intériorisation et centralisation du litige
- obligatorité
- interdiction de la justice privée

### **B. Un renforcement des procédures de règlements des différends**

- liberté de choix des parties
- moyens diplomatiques, juridictionnels (arbitrage) et quasi-juridictionnel (groupe spécial et organe d'appel)
- procédures devant les groupes spéciaux et organe d'appel
- délais strictes
- adoption quasi-automatique des rapports même si c'est par un organe politique

Le mécanisme de règlement des différends laisse une très grande place à la volonté des parties. Elle constitue encore en fait le fil conducteur de l'ensemble de la procédure. Cependant, là où elle constituait en fait la plus grande faiblesse de l'ancien mécanisme (la mise en œuvre était laissée à l'entière discrétion des Etats), elle constitue aujourd'hui le ciment unificateur de l'ensemble des procédures disponibles. Les Etats conservent toujours une grande part de liberté mais qu'ils doivent exercer dans un cadre bien défini.

## **II. Les limites du mécanisme de règlement des différends inhérentes aux réalités économiques internationales**

### **A. Une mise en œuvre difficile**

- le problème est ici déplacé au niveau de la mise en œuvre des rapports qui pose de nombreux problèmes
- enchevêtrement des procédures
- parfois dénaturation de mécanismes traditionnels : une décision arbitrale (obligatoire) peut ainsi être totalement ignorée si les parties s'accordent sur des compensations commerciales

### **B. Un mécanisme encore inadapté aux réalités économiques**

- le but du mécanisme est d'assurer le « renforcement du système commercial », essentiellement en assurant l'équilibre des échanges.
- Or, les PED et les PMA ont certes plus facilement accès à la procédure mais ne peuvent pas grand-chose contre un Etat super-puissant qui refuserait de mettre en œuvre une décision de l'ORD → efficacité des sanctions commerciales (malgré la possibilité de rétorsions croisées)
- Le mécanisme de règlement des différends ne parvient pas à assurer un quelconque équilibre des échanges. Tout au plus il maintient la situation d'inégalité qui existe entre les pays développés et les pays en voie de développement.
- Problème du caractère inter-étatique du mécanisme qui exclut les personnes privées et en particulier les EMN
- est-ce vraiment adapté à la nouvelle configuration des relations économiques internationales marquées par la prédominance de ces entités ?

Finalement, il apparaît que le mécanisme de règlement des différends a comblé un certain nombre de lacunes structurelles dont était grevé l'ancien système. Néanmoins, face à la difficulté de s'adapter à la réalité des relations économiques internationales, le mécanisme semble parfois ne pas pouvoir répondre entièrement aux attentes de l'ensemble des opérateurs économiques. Le

systeme commercial est certes renforcé grâce au mécanisme de règlement des différends ; mais il n'est pas encore abouti.